

Série d'évacuations

Il n'y a pas si longtemps encore, pour Roberta et les autres, il était difficile de croire que Genève allait se retrouver privée de la quasi totalité de ce qui lui restait d'espaces publics en marge de la loi, alors que ceux-ci avaient formé pendant de nombreuses années un archipel de repaires puant joyeusement à côté de la ville morte. La Tour. Rhino. L'Arquebuse. La mort des squats est annoncée depuis longtemps (pour les oraisons funèbres veuillez consulter le dernier Roberta).

De tout temps, la remise en question de la propriété privée a été combattue de toute leur force par ceux qui ont intérêt à ce que les inégalités se maintiennent. C'est le socialiste Bertossa qui a affiné l'outil de la criminalisation: la fameuse "doctrine Bertossa" selon laquelle les occupants ne sauraient être évacués sans l'assurance que des travaux allaient commencer, en contrepartie de quoi, l'usage des peines de prison à l'encontre des "mauvais" squatters se généralisait. Les "bons squatters" étant ceux qui docilement s'évaporerait dès qu'un propriétaire trouverait financièrement intéressant de passer à la bétonneuse. Après quoi, il a conçu l'outil de l'élimination, en empêchant toute occupation de locaux commerciaux à un moment où justement les immeubles vides se faisaient rares, alors que les bureaux et ateliers vides n'avaient jamais été si nombreux. Ce commandement "Tu n'occuperas pas de local commercial" donne la priorité à l'extension de la ville, au mépris de la qualité de vie des habitants. La grande quantité de locaux vides permet de maintenir une offre diversifiée pour attirer des multinationales. Au fur et à mesure que celles-là s'installent, elles accaparent le parc immobilier pour leur personnel. Et tant pis si cela implique que les habitants n'aient plus où se loger. C'est cela qui est arrivé.

Série d'occupations

Après son retour de vacances en août Roberta a parcouru la ville à la recherche des ses affaires éparpillées entre le garde meuble, la décharge et les objets trouvés. Roberta ne pouvant concevoir que le squat n'a plus sa place dans notre ville sous prétexte que la spéculation serait soi-disant une chose du passé, a ensuite dû prendre des mesures pour se reloger. Après des réunions clandestines dans le sud des Grisons et des concertations avec nos camarades basques, un plan d'action en 12 points et 3 sections a été élaboré.

Ainsi, l'impressionnant bâtiment sis au **5 boulevard Jaques-Dalcroze** a été investi par une centaine de personnes déterminées à y installer des ateliers, une crèche, un infokiosk, une salle de concert, les bureaux du comité central, ainsi que l'organe de contrôle du Roberta et bien sûr reloger un certain nombre d'habitants actuellement entassés à 15 dans des 2 pièces.

Une programmation sur deux semaines, comprenant concerts, débats, spectacles et ateliers, conviait la population à participer à la vie du lieu. Tout ceci, après une après-midi trépidante d'installation, commençait par un concert et une soirée dansante organisés par la Cave 12, dans le hall futuriste de la banque, la réceptionniste servant les bières, et le dj sévissant derrière les guichets. Une très très bonne soirée. La fête ne dura que le temps d'une nuit puisque le lendemain déjà, en fin d'après midi, la police procédait à l'évacuation des lieux sans autre projet que de laisser l'immeuble vide.

Ce coup d'éclat, premier point de notre plan d'action, a directement mis les pendules à l'heure, démontant la campagne de propagande martelée par la presse tout au long de l'année présentant les squatteurs comme des profiteurs empêchant les vrais gens d'habiter, réaffirmant que l'occupation d'immeubles vides était toujours d'actualité, rassemblant autour de nous quantités d'habitants de la ville avec qui nous nous étions perdus de vue dans ces dernières années de marasme et d'inaction populaire. Ceux-ci se sont mis à nous approcher pour nous faire part de leur enthousiasme dans la perspective de nouvelles occupations.

Cet immeuble - son volume et sa situation en plein centre - correspondait totalement aux besoins des activités évacuées cet été, à ce que nous avons toujours voulu construire: des espaces visibles, des outils de construction sociale ouverts au coeur de

la ville. De quoi nourrir notre imaginaire et balayer le pessimisme ambiant. Donner corps à notre projet de vie, ne serait-ce que pendant deux jours. De plus, le choix de cette cible, immeuble locatif transformé, comme tant d'autres, en bureaux dans le mouvement de restructuration urbaine chassant la population vers la périphérie, valant 9 millions il y a dix ans et mis sur le marché pour 50 millions de francs aujourd'hui, sans travaux d'envergure, relançait le débat sur les immeubles commerciaux vides et leur occupation. Les locaux dits commerciaux ont de tout temps constitué une partie essentielle des espaces occupés à Genève: espace femmes aux Grottes, menuiserie de l'Ilot 13, le Théâtre du Garage, Artamis, le California, Mottatom, Pfister, Guillaume Tell, le 3 rue de l'Arquebuse et de nombreuses arcades qui donnaient pignon sur rue aux maisons que nous habitons.

Rebondissant avec une grande rapidité, les évacués de Dalcroze ont investi le **45 rue de St-Jean** trois jours plus tard, immeuble mixte contenant un grand atelier avec des baies vitrées au rez-de-chausée et une partie conçue pour du logement dans les étages supérieurs, idéal pour créer un espace mêlant habitat et activités ouvertes à toutes. La programmation annoncée à Jaques-Dalcroze devait s'y poursuivre, après une courte interruption indépendante de notre volonté. Ce bâtiment, laissé vide depuis plusieurs années fut immédiatement testé avec un concert de LEM, puis des René Binamé, malheureusement interrompu de manière brutale par les gendarmes. On pourrait voir dans la rapidité de l'intervention, survenue moins de trois heures après l'occupation, l'angoisse des autorités face à une possible réussite, dangereux précédent dans le bras de fer qui nous oppose. Quant à la manière, elle ne peut que traduire une ferme volonté de dissuader par la terreur de nouvelles tentatives.

L'occupation du **40 rue de la Coulouvrenière**, le 22 septembre, a brisé ce rêve policier. Non seulement le mouvement continue, mais les évacués de Saint-Jean ont été rejoints par de nouvelles occupantes, sympathisantes individuelles, collectifs d'étudiants, de femmes, et les fameuses panthères grises, regroupant des ex-squatters maintenant locataires. Une plateforme de soutien aux occupations a déjà été largement signée, et l'affluence qu'a connu le lieu durant son occupation fût énorme. Cet immeuble, déjà vide dans les années 90, avait alors été occupé, et évacué quelques jours plus tard. Après l'avoir acheté 11 millions en 2004, son propriétaire cherchait à le mettre en vente pour 19 millions l'année suivante. Mais cette fois-ci, le spéculateur n'est autre que la fondation de valorisation des actifs de la banque cantonale, une instance para-étatique créée pour éponger les pertes faramineuses provoquées par la spéculation des années 80. Avec de telles opérations l'état s'accommode de la spéculation et participe à la hausse générale des prix.

C'est sous le slogan « ils évacuent nos tours, nous occupons leurs maisons de maîtres XVIII^e » que, comme promis, ça a continué. Le 13 octobre au alentour de 16h le collectif d'occupants et ses nombreux amis investirent une splendide maison de maître située au **30-32 chemin du Petit-Saconnex**, en face de l'Intercontinental. Il s'agit de deux corps de bâtiment, l'un datant de 1777 et l'autre du XIX^e ainsi que deux dépendances se trouvant sur cette parcelle de 2'700 m². Propriété de la ROLACO holding (Suisse) SA, filiale d'un gigantesque groupe saoudien, cette demeure vide depuis au moins six ans est l'objet une autorisation de « rénovation et transformation de maison de maître en bureau ». Bref que du propre !!

Après avoir fait le tour du propriétaire, profité du jardin en prenant le goûter et mangé une ratatouille, les occupants, leurs amis et leurs invités ont testé le parquet du salon lors de la disco, faisant ostensiblement concurrence à la soirée VIP organisée dans l'hôtel d'en face ce soir là.

Entremêlés à ces occupations, d'autres points de notre plan d'action ont été mis en œuvre pour inviter le reste de la population à se réapproprier l'espace public. Par un beau samedi ensoleillé, nous nous sommes fait agents de sécurité et nous sommes

déployés dans les Rues Basses afin d'interdire au public l'accès à des zones délimitées tout en soutenant la nécessité de protéger le vide.

Dimanche 23 septembre, une véritable marée humaine a envahi la rue du Môle, qui s'est, pour l'occasion, transformée en salle de spectacle, pour assister au concert de Keny Arkana en soutien à Intersquat. Les balcons et les toits avoisinant étaient noirs de monde, les spectateurs de tout âge ont, le poing levé, clamé leur rage.

Mercredi 26, jour d'abondance, les squatters et leurs nombreux amis, assumant leur goût du luxe ont choisi l'hôtel de la Paix pour dresser la table de leur cantine populaire. En face d'un gigantesque lustre on pouvait lire "ils évacuent nos tours, nous occuperons leurs palais". Avant que la police ne nous déloge nous avons repris notre nomadisme et sommes allés demander le gîte à quelques autres grands hôtels de la place.

Le lundi 15 octobre, suite à l'évacuation de notre maison de maître, une disco-mobile à pris forme dans les rues de Genève. Pas découragés par la forte présence policière, les nombreux manifestants ont déambulé dans les rues Basses, sur le pont du Mont-Blanc, ils sont ensuite passés devant la gare pour enfin redescendre sur le pont de la Coulouvrenière avant de se rendre en direction de l'Usine.

Nous saluons au passage les actions de solidarité avec notre lutte qui ont eu lieu à Winterthur, Lucerne, Barcelone, Berlin, en Valais, et même à la patinoire des Vernets.

Le grand nettoyage

Cette vague d'évacuation d'espaces occupés rappelle à Roberta que les évacuations de locataires sont également de plus en plus fréquentes. Malheureusement, ce phénomène reste largement invisible. Et la crise du logement, au lieu de ranimer l'esprit de résistance des habitants soumis au loyer, a tendance à les faire s'écraser, de peur de perdre leur place. En plus, leur grogne est habilement détournée par les médias qui font des squatters la cause de tous leurs maux. A côté des espaces immenses octroyés aux riches et au commerce de luxe, la rareté du logement est organisée pour faire monter le niveau des loyers. Ainsi, ce n'est plus seulement sur des immeubles vides qu'il est possible de spéculer, mais aussi sur des appartements pleins. Le montant des loyers ne correspond que pour un tiers ou un quart à des frais, le reste étant pur bénéfice. Cela n'empêche pas les milieux immobiliers de montrer du doigt telle ou telle catégorie d'habitants, et de les traiter de parasites.

Il faut dire que les locataires sont aujourd'hui dans l'impossibilité de défendre leurs intérêts. Ils n'ont même pas un embryon d'organisation. L'ASLOCA n'est pas une association de locataires, mais des spécialistes de la protection des locataires. En collaboration avec les partis politiques, spécialistes de la représentation, ils créent l'illusion que l'affaire est en de bonnes mains. Ils s'entêtent à insérer leurs solutions dans l'économie de marché, sous l'impératif de la rentabilité, ne nous assurant qu'une seule chose: une impotence totale. Les locataires forment une grande majorité de la population. Ils pourraient facilement faire pression sur la situation. Ce n'est pas en se limitant aux démarches légales que les travailleurs ont combattu leur exploitation, mais par des mesures de luttes, par les grèves, l'absentéisme, le sabotage. L'idée que la politique efficace se mène au parlement est fautive: même si l'on entend que s'appliquent des lois, il faut des acteurs physiques. Par exemple, en ce qui concerne la loi instituant le "droit au logement" à Genève, si les squatters ont pu, toutes ces dernières années faire du droit au logement une réalité pour quelques milliers de personnes, les mots, inscrits dans la loi, n'ont pas été autre chose que des mots. Depuis qu'ils y ont été inscrits, dans les faits, la situation n'a fait qu'empirer.

Le régisseur Zimmermann, alors qu'il était justement en train de chasser de chez eux des locataires, déclarait cyniquement à la Tribune de Genève: " la surprotection des locataires entraîne leur affaiblissement ". Et dire que les loyers nourrissent des salauds pareils! Aujourd'hui, le rapport de force est tel que les locataires préfèrent ne plus se plaindre. Il n'y a plus de contentieux, alors que régisseurs et propriétaires, Etat y compris, se sont rarement comportés avec autant de muflerie. Des autoréductions de loyers, dans des immeubles précis, ou, à suffisamment large échelle dans l'une ou

l'autre des régies, mettraient en lumière l'ampleur du racket dont sont victimes les locataires et démasqueraient les profiteurs. Il est évident qu'un locataire isolé n'a aucune chance, aussi bons que soient ses arguments. Il s'agit d'être suffisamment dangereux pour se faire respecter, et dans le cas précis, une action coordonnée par une petite minorité de locataires aurait déjà un retentissement énorme.

La question est donc de savoir d'où viendrait cette action coordonnée, maintenant que les associations d'habitants sont mortes, ou se limitent à discuter de tel bar dont le bruit les dérange le soir...

Dans ce contexte, il semble nécessaire de repenser la manière dont les locataires pourraient s'organiser. Il s'agit à la fois de prendre conscience de leur force et de casser cet isolement qui caractérise tant leur manière d'habiter que leur résistance quand elle existe. Les difficultés des locataires sont souvent similaires, mais des espaces pour en parler, se rencontrer et s'organiser manquent cruellement. La complexité du droit du bail amène actuellement les locataires à déléguer la résolution de leurs problèmes à des spécialistes, mais allons nous encore longtemps déléguer les décisions fondamentales nous concernant?

La ville peut être habitable

Les squats s'attaquent aux maisons vides, mais sont aussi une critique de ce que les propriétaires font des maisons quand ils les remplissent (hôtels de luxe, cages à lapins, bars de bobos, prisons, lotissements fermés, centres de réclusions pour étrangers...) Nous ne faisons pas que remplir le vide, mais, en cherchant à inventer par nous-mêmes nos formes d'habitat, nous maintenons vivante une proposition d'émancipation pour les habitants de la ville. Nous ne voulons pas que nos lieux de vie et leur gestion dépendent d'un propriétaire. Les espaces que nous investissons sont aménagés en fonction de nos projets d'habitation et d'activité, et la valeur que nous leur donnons n'a rien à voir avec celle du marché. La ville est aujourd'hui conçue comme un outil pour accumuler de l'argent, il s'agit d'en faire un grand supermarché aux moyens de communication performants, attirant entreprises, capitaux et touristes et permettant aux salariés de travailler de manière efficace. Nous voulons faire de la ville un espace pensé pour être habité et non un espace pensé pour être consommé, et nous consumer.